

Le 29 mai, Chirac a été défait !

La responsabilité des directions syndicales CGT, FO, FSU, du PS, du PCF, c'est de rompre avec Chirac et son gouvernement, de convoquer dans l'unité : Manifestation centrale à un million et plus à l'Assemblée nationale pour exiger « Dehors Chirac, son gouvernement, sa majorité UMP »

Le verdict du référendum est clair et net : dehors Chirac et la majorité UMP

Le 29 mai, Chirac a pris de plein fouet le projectile du « non ». Ouvriers, employés, personnels de santé, de l'éducation, jeunes, le prolétariat dans son ensemble a voté « non à Chirac », à ses contre-réformes ; « non » aux salaires comprimés, aux loyers exorbitants ; « non » à la destruction du secteur public, à la privatisation d'EDF-GDF ; « non » au matraquage des lycéens et à la loi Fillon, « non » au chômage et à la précarité.

En votant « non » à la constitution européenne, ils ont aussi voté contre un instrument et une expression de cette

politique, « non » à tous les traités antérieurs de l'UE, élevés au rang de « constitution » pour codifier et sanctifier les politiques menées au sein de « l'Union Européenne » au compte du capital financier.

Ils ne se sont pas « *trompés de scrutin* », comme dit Hollande, dirigeant d'un PS en crise pour avoir voulu à nouveau faire voter Chirac.

La crise gouvernementale, précipitée par le résultat du référendum, leur donne raison. Il y a eu un vaincu : Chirac. Mais encore faut-il un vainqueur.

Et tout devrait continuer comme avant ?

Chirac a chargé son majordome, Galouzeau de Villepin, de constituer un gouvernement de crise. La mission de ce gouvernement resserré, des « *cent jours* », si toutefois Chirac parvient à se ressaisir, a été donnée par Seillière au lendemain du référendum :

« *la mise en oeuvre immédiate et accélérée d'un programme de réformes* ».

Sarkozy rentre au gouvernement ? C'est après avoir tenu un discours de guerre contre le « *système social français* », avoir annoncé au soir du référendum qu'il voulait « *des remises en causes profondes, rapides et vigoureuses, un tournant majeur* ».

Or, les projets de contre-réforme sont déjà prêts ! Villepin a affirmé qu'il voulait « *lever les obstacles* » sur le marché du travail ? La casse du droit du travail, la remise en cause des contrats de travail, du code du travail, sont en chantier sous la houlette de Borloo, dans le « *dialogue social* ».

Le statut de la fonction publique est menacé de mort dans des négociations associant les fédérations syndicales.

Breton a planifié la privatisation d'EDF-GDF et se vante déjà d'engager une nouvelle étape de la « *réforme de l'Etat* », la suppression par milliers de postes de fonctionnaires. Les décrets d'application de la réforme Fillon sont prêts, tandis que les leaders lycéens sont condamnés à des peines scandaleuses. Un nouveau pas est à l'ordre du jour vers l'instauration du service garanti dans les transports à Paris.

Un projet scélérat contre les travailleurs immigrés a été annoncé par Villepin, alors à l'Intérieur.

Tout cela se prépare depuis des semaines, ce sont les mêmes ministres, la même politique brutale qui se concocte dans les marmites gouvernementales.

Mais comment une telle politique pourrait-elle se mener après une telle défaite ?

Sans le secours des directions syndicales, de celles du PS (y compris les partisans du « non »), celle du PCF, Chirac serait réduit à l'impuissance.

L'unité des organisations du mouvement ouvrier peut se réaliser dans le combat pour chasser Chirac, De Villepin-Sarkozy et la « majorité » UMP-UDF.

En convoquant les dirigeants syndicaux à Matignon le 6 juin, comme pour préparer avec eux son discours de politique générale, De Villepin leur a demandé un vote de confiance anticipé, plus précieux pour lui que celui de sa propre « majorité » parlementaire.

Chirac avait appelé, lui, lors de son intervention télévisée : « *les syndicats à agir ensemble* » avec le Medef et le gouvernement « *pour gagner la bataille de l'emploi* ».

En acceptant l'invitation du gouvernement et de Chirac, affirmant même « *il faut attendre et voir* » (Mailly, FO) les dirigeants syndicaux se dressent contre la volonté exprimée par les travailleurs le 29 mai, au lieu de refuser d'aller discuter, remettre en selle, légitimer Chirac et son gouvernement, archi-battus le 29 mai.

De même, comment Chirac pourrait-il se maintenir dans ces circonstances si les dirigeants PS (notamment ceux qui ont appelé à voter « non ») et PCF appelaient dans l'unité au combat pour en finir avec Chirac ? Mais ils disent vouloir attendre 2007.

Buffet Emmanuelli, Mélanchon affirment eux que Chirac aurait été « mandaté » par le référendum pour « renégocier » lors du sommet européen du 16 juin. Chirac, porte-parole du « non » ?!

Mais le « mandat » du référendum, ce n'est pas la « renégociation » entre les gouvernements qui sévissent contre tous les prolétariats de l'UE ! C'est : « Chirac, dehors » ! Et telle est effectivement la première condition pour que cesse l'avalanche de coups contre la population travailleuse, pour voir les revendications satisfaites.

Chirac bien entendu ne partira pas de lui-même, ni sa « majorité » UMP. Les dirigeants du PS (« oui » comme « non »), du PCF, n'entendent certes pas remettre en question le fonctionnement de la Vème République. Les directions CGT, FO et FSU fonctionnent à l'unisson.

Mais, déjà, lors de la campagne du référendum, tous occultaient la place de Chirac, du plébiscite, et n'avaient

que « l'Europe » à la bouche. Tenants du « non » comme du « oui » se livraient à de savantes dissections du projet de « constitution », proposaient leurs bons offices pour « réorienter » l'édifice réactionnaire qu'est l'Union Européenne – dont tous les traités ont été battus le 29 mai. Quant à eux, les dirigeants des confédérations et fédérations syndicales CGT, FO, FSU, se sont refusés à appeler à voter « non à Chirac ». Et pourtant, le résultat est là : malgré les obstacles, le « non » des travailleurs a ruiné tous ces artifices, Chirac a été le principal vaincu.

Et de plus, ces dernières semaines, les centaines de milliers de manifestants du 10 mars, les grévistes de Citroën Aulnay, de Carrefour, de Total, les manifestations lycéennes ont traduit la volonté des travailleurs et de la jeunesse de combattre pour en finir avec cette politique, ce président, cette majorité aux ordres du Medef.

Il y a eu un vaincu : Chirac. Il peut y avoir un vainqueur.

Pour cela il faut imposer aux directions CGT, FO, FSU, au PS, au PCF :

- Qu'ils constituent un front uni contre Chirac, son gouvernement, sa majorité UMP-UDF !

- Qu'ils rompent immédiatement à tous les niveaux les discussions et concertations en cours avec le gouvernement, le Medef, dans la fonction et les entreprises publiques, qu'ils refusent de se prêter à toute rencontre sous prétexte de « l'emploi » avec les responsables du chômage et de la précarité !

- Qu'ils appellent dans l'unité à la montée en masse des travailleurs et de la jeunesse, à Paris, à l'Assemblée nationale, sur un mot d'ordre clair : « dehors Chirac et la « majorité » UMP-UDF »

Assurément, Chirac, son gouvernement, sa majorité, n'y résisteraient pas. Assurément, dans ce mouvement se réuniraient les conditions de la venue au pouvoir d'un gouvernement émanant de ce front uni, produit de la mobilisation des masses, dont il s'agirait d'exiger qu'il applique une politique favorable aux travailleurs, la jeunesse.

En votant « non » à Chirac, « non » à la « constitution européenne », les travailleurs, la jeunesse, ont voté « non » aux politiques menées au service du capital

Quel gouvernement assurera le droit au travail, en interdisant les licenciements, le travail précaire, en diminuant le temps de travail sans flexibilité pour embaucher les chômeurs ?

Quel gouvernement assurera le droit au logement, en décrétant le gel des loyers, l'interdiction des expulsions, l'annulation des dettes des classes populaires, en mettant en chantier les logements nécessaires ?

Quel gouvernement procèdera au rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982, sa garantie par l'échelle mobile des salaires et des prix ?

Quel gouvernement procèdera aux embauches nécessaires dans les secteurs publics pour assurer le droit à la santé, à l'éducation, annulera sans indemnité les privatisations ? Quel gouvernement abrogera l'édifice des contre-réformes et en particulier rétablira les 37,5 annuités pour tous, abrogera la contre-réforme de la sécurité sociale ?

Seul un gouvernement prenant des mesures radicales, n'hésitant pas à s'affronter au Medef, à la bourgeoisie, à ses hommes, ses partis. Un gouvernement brisant le carcan de la cinquième République, rompant avec l'Union Européenne, dénonçant la dette publique, nationalisant les banques, pour se donner les moyens de sa politique. Un gouvernement issu de la mobilisation du prolétariat, c'est-à-dire l'immense majorité des travailleurs, s'appuyant sur eux pour aller de l'avant, vers le socialisme, pour les Etats-Unis d'Europe.

C'est pour cette politique, pour le front uni des organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats) contre Chirac et sa « majorité », pour un gouvernement émanant de ce front que le Cercle appelle à se regrouper et à combattre, et pour commencer : pour la réalisation de l'unité des organisations du mouvement ouvrier pour chasser Chirac, son gouvernement, et la « majorité » UMP-UDF à l'Assemblée.

Paris, le 3 juin 2005